

EXPERTISES ET SERVICES
80, rue Cardinet
75017 PARIS

FIDREC
21, rue de Téhéran
75008 PARIS

Société de Commissaires aux Comptes inscrite à la Compagnie Régionale de Paris

CONSORT NT

Immeuble CAP Etoile
58, boulevard Gouvion Saint Cyr
75017 PARIS
RCS PARIS 389 488 016

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2016

CONSORT NT

Société Anonyme au capital de 1 760 980 euros
Immeuble CAP Etoile
58, boulevard Gouvion Saint Cyr
75017 PARIS
RCS PARIS 389 488 016

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés
Exercice clos le 31 décembre 2016

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société CONSORT NT, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention :

- sur les notes 7.9 et 9 de l'annexe relatives aux modalités de comptabilisation du crédit d'impôt recherche.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Les immobilisations incorporelles et les écarts d'acquisitions sont déterminés et évalués conformément au note 20 de l'annexe aux états financiers. Dans le cadre de notre appréciation des règles et méthodes comptables, nous nous sommes assurés du bien-fondé des évaluations ainsi réalisées.
- La note 7.4 « Reconnaissance du revenu et provisions pour pertes à terminaison » de l'annexe aux états financiers expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation du chiffre d'affaires.

Nos travaux ont consisté à apprécier le bien-fondé de la méthodologie mise en œuvre et les hypothèses sur lesquelles se fonde l'estimation du chiffre d'affaires à l'avancement, à revoir les calculs effectués par la société. Nous avons, sur ces bases, procédées à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Paris, le 28 avril 2017

Les Commissaires aux Comptes

EXPERTISES & SERVICES



Philippe RIMMER

FIDREC



Stéphane DAHAN

Comptes consolidés

CONSORT NT

58 Bd Gouvion-Saint-Cyr
75017 PARIS

Exercice clos le 31 décembre 2016

389 488 016 RCS Paris

Fidelio

Société d'expertise comptable

15 rue de la Baume

75008 PARIS

contact@groupe-fidelio.com

TEL : + 33 1 42 89 28 63 – Fax : + 33 1 42 89 33 48

Sommaire

Exercice du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016

États financiers	4
Compte de résultat consolidé.....	4
Bilan consolidé.....	5
Tableau de flux de trésorerie consolidé (en K€).....	6
Faits caractéristiques de l'exercice	7
Principes, règles et méthodes de consolidation	8
1. Conventions comptables générales.....	8
2. Date de clôture de l'exercice.....	8
3. Utilisation d'estimations.....	8
4. Changement de méthode et comparabilité des exercices.....	8
5. Définition du périmètre et méthodes de consolidation adoptées.....	8
6. Variation du périmètre de consolidation.....	9
7. Règles et méthodes comptables.....	10
Notes annexes sur les postes du compte de résultat	14
8. Chiffre d'affaires.....	14
9. Autres produits d'exploitation.....	14
10. Achats consommés.....	15
11. Charges externes.....	15
12. Impôts et taxes.....	15
13. Charges de personnel.....	16
14. Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions.....	16
15. Produits financiers.....	16
16. Charges financières.....	17
17. Produits exceptionnels.....	17
18. Charges exceptionnelles.....	17
19. Impôts sur les résultats et preuve d'impôts.....	18
20. Détail des écarts d'acquisition (goodwill).....	19
21. Immobilisations corporelles et incorporelles.....	19
22. Immobilisations financières.....	21
23. Stocks et en-cours.....	21
24. Clients et comptes rattachés.....	21

25.	Créances et comptes de régularisation (en K€)	22
26.	Trésorerie nette	22
27.	Variation des capitaux propres consolidés (en k€)	23
28.	Provisions	23
29.	Fournisseurs et comptes rattachés, autres dettes et régularisation	24
Autres Informations		25
30.	Effectifs	25
31.	Rémunération des dirigeants	25
32.	Entreprises liées	25
33.	Engagements hors-bilan	25
34.	Honoraires des commissaires aux comptes	25
35.	Evénements postérieurs à la clôture	25

États financiers

Compte de résultat consolidé

Libellé		2016	2015
Chiffres d'affaires	8	124 922 321	125 192 338
Autres produits d'exploitation	9	3 552 050	2 925 949
Produits d'exploitation		128 474 371	128 118 287
Achats consommés	10	(9 781 421)	(9 961 901)
Autres charges d'exploitation	11	(13 565 552)	(12 308 453)
Impôts et taxes	12	(4 203 499)	(4 247 573)
Charges de personnel	13	(90 288 316)	(91 658 672)
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	14	(1 488 298)	(1 400 845)
Charges d'exploitation		(119 327 087)	(119 577 444)
Résultat d'exploitation		9 147 283	8 540 841
Produits financiers	15	9 397	4 120
Charges financières	16	(19 014)	(6 687)
Résultat financier		(9 617)	(2 566)
Opérations en commun			
Résultat courant des entreprises intégrées		9 137 666	8 538 274
Produits exceptionnels	17	34 140	222 001
Charges exceptionnelles	18	(216 533)	(646 191)
Résultat exceptionnel		(182 393)	(424 190)
Impôts sur les résultats	19	(1 681 487)	(1 727 068)
Résultat net des entreprises intégrées		7 273 786	6 387 018
Dotations aux prov. des écarts d'acquisition (impairment)			
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition			
Quote-part dans les résultats des entreprises en mises en équiv.			
Résultat net de l'ensemble consolidé		7 273 786	6 387 018
Intérêts minoritaires		58 251	12 061
Résultat net (Part du groupe)		7 215 534	6 374 957
Résultat par action		3,28	2,90
Résultat dilué par action		3,28	2,90

Bilan consolidé

Libellé		Clôture	Ouverture
Ecart d'acquisition	20		
Immobilisations incorporelles	21	1 122 548	696 692
Immobilisations corporelles	21	2 039 421	2 345 724
Immobilisations financières	22	489 437	503 768
Actif immobilisé		3 651 406	3 546 184
Stocks et en-cours	23	77 897	19 750
Clients et comptes rattachés	24	30 657 060	41 569 363
Impôts différés - actif		183 951	191 204
Autres créances et comptes de régularisation	24	6 156 657	5 688 997
Valeurs mobilières de placement	25	144	144
Disponibilités	25	13 444 315	7 607 191
Actif circulant		50 520 024	55 076 648
Total Actif		54 171 430	58 622 832
Capital		1 760 980	1 760 980
Primes liées au capital		565 365	565 365
Réserves		11 320 065	10 880 695
Résultat net (Part du groupe)		7 215 534	6 374 957
Capitaux propres (part du groupe)	26	20 861 945	19 581 998
Intérêts minoritaires		122 101	63 850
Provisions et impôts différés	27	620 954	651 250
Provisions		620 953	651 250
Emprunts et dettes financières	28		
Fournisseurs et comptes rattachés	29	3 931 657	5 389 741
Autres dettes et comptes de régularisation	29	28 634 774	32 935 994
Dettes		32 566 431	38 325 734
Total Passif		54 171 430	58 622 832

Tableau de flux de trésorerie consolidé (en K€)

Libellé	2016 12	2015.12
Résultat net total des entités consolidées	7 274	6 387
Dotations / Reprises aux amortissements, prov. et dépréciations	847	520
Variation de l'impôt différé	22	47
Élimination des plus ou moins values de cessions d'actifs	(1)	(5)
Marge brute d'autofinancement	8 142	6 949
Variation du BFR lié à l'activité (provisions incluses)	4 548	(5 692)
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'EXPLOITATION (I)	12 687	1 257
Acquisitions d'immobilisations	(986)	(1 077)
Cessions d'immobilisations	1	
Réduction des autres immobilisations financières	57	96
Variation des dettes sur acquisition d'immobilisation		(238)
Opérations internes Haut de Bilan		
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'INVESTISSEMENT (II)	(908)	(1 219)
Émissions d'emprunts		
Remboursements d'emprunts		
Dividendes versés des filiales	(0)	(19)
Dividendes reçus/versés de la société mère	(5 943)	(3 962)
FLUX NET DE TRESO. GENERE PAR LES OPERATIONS DE FINANCEMENT(III)	(5 943)	(3 981)
Variation de change sur la trésorerie (IV)	1	6
VARIATION DE FLUX TRÉSORERIE (I + II + III + IV)	5 837	(3 937)
Trésorerie : ouverture	7 607	11 545

Faits caractéristiques de l'exercice

Il n'y a pas d'évènement significatif sur l'exercice.

Principes, règles et méthodes de consolidation

1. Conventions comptables générales

Les comptes consolidés de CONSOR NT ont été établis en conformité avec les dispositions de la loi n° 85-11 du 3 janvier 1985, portant adaptation de la 7^e directive européenne, dont les modalités d'application ont été fixées par le décret 86-221 du 17 février 1986 et le décret 90-72 du 17 janvier 1990, avec le règlement 99-02 du Comité de la Réglementation Comptable du 29 avril 1999, homologué par l'arrêté du 22 juin 1999, ainsi qu'avec les dispositions du Code de commerce.

L'ensemble des notes et tableaux présentés dans cette annexe sont exprimés en euros sauf indication contraire.

2. Date de clôture de l'exercice

L'exercice clos le 31/12/2016 a une durée de 12 mois. L'exercice précédent avait une durée identique.

La date de clôture des comptes individuels de l'entreprise consolidante est identique à celles des entreprises consolidées.

3. Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers implique que la Direction du Groupe ou des filiales procède à des estimations et retienne des hypothèses qui affectent les montants présentés au titre des éléments d'actifs et de passifs inscrits au bilan consolidé, ainsi que les informations relatives aux actifs et passifs éventuels à la date d'établissement de ces informations financières et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice.

La Direction revoit ses estimations et appréciations de manière constante sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables, qui constituent le fondement de ses appréciations de la valeur comptable des éléments d'actifs et de passifs.

Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

4. Changement de méthode et comparabilité des exercices

Les méthodes d'évaluation et de présentation utilisées n'ont pas été modifiées d'un exercice à l'autre. Par conséquent, les exercices sont comparables sans retraitement.

5. Définition du périmètre et méthodes de consolidation adoptées

Les filiales sont toutes les entités (y compris, le cas échéant, les entités ad hoc) pour lesquelles le Groupe a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles, pouvoir s'accompagnant généralement de la détention de plus de la moitié des droits de vote. Les droits de vote potentiels sont pris en compte lors de l'évaluation du contrôle exercé par le Groupe sur une autre entité lorsqu'ils découlent d'instruments susceptibles d'être exercés ou convertis au moment de cette évaluation.

Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré au groupe. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse d'être exercé.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, un contrôle conjoint sont consolidées par intégration proportionnelle.

6. Variation du périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation comprend les sociétés suivantes au 31 décembre 2016 :

NOM/ACTIVITE/N° SIREN/ADRESSE	% DETENTION 31/12/2016	% DETENTION 31/12/2015	METHODE D'INTEGRATION
<u>Société mère</u>			
CONSORT NT, ESN 389488016 58 bd. Gouvion Saint-Cyr 75017 Paris			
<u>Sociétés filles :</u>			
CONSORT FRANCE, ESN 418827655 58 bd. Gouvion Saint-Cyr 75017 Paris	100 %	100 %	I Globale
CONSORT R&D, ESN 430195271 58 bd. Gouvion Saint-Cyr 75017 Paris	90 %	90 %	I Globale
CONSORT MEDITERRANEE 5, rue Fidouzi à Casablanca MAROC	100 %	100 %	I Globale
CONSORT ITALIA Via Brigata Lupi, 6 à Bergamo ITALIE	100 %	100 %	I Globale

Il n'y a pas eu d'autres variations de périmètre sur l'exercice 2016.

La société Consort Italia est en sommeil.

Méthode de conversion des comptes des sociétés intégrées en devises

Lorsque les comptes des sociétés étrangères consolidées sont établis dans une devise autre que l'euro, la méthode de conversion retenue est la « méthode du taux de clôture » :

Les états financiers des filiales étrangères sont établis dans leur devise de fonctionnement, c'est-à-dire dans la devise qui est significative de l'activité de la filiale concernée.

La conversion de l'ensemble des actifs et des passifs est effectuée au cours de clôture en vigueur à la date du bilan et la conversion des comptes de résultats est effectuée sur la base du cours moyen annuel.

L'écart de conversion qui en résulte est directement affecté en « Primes et réserves » dans la réserve de conversion incluse dans les capitaux propres.

7. Règles et méthodes comptables

7.1. Immobilisations corporelles et incorporelles

Valeurs brutes

Les immobilisations incorporelles et corporelles acquises sont valorisées à leur coût historique d'acquisition constitué des éléments suivants :

- Prix d'achat ;
- Coûts directement attribuables nécessaires à leur mise en utilisation (frais accessoires) ;

Amortissements

L'écart sur les immobilisations incorporelles de première consolidation d'une société est réparti dans les postes appropriés du bilan consolidés ; la partie non affectée de cet écart est inscrite à un poste particulier d'actif ou de passif du bilan consolidé.

Les écarts non affectés sont amortis sur 10 ans.

Le groupe a décidé de décomposer l'immeuble de bureaux dont il est propriétaire, la valeur des composants étant de 50% de la valeur totale.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée probable d'utilisation. Les principales durées sont les suivantes :

Logiciel	3 à 3 ans
Constructions décomposées	11 à 45 ans
Installations générales, agencements divers	5 à 10 ans
Matériel de transport	2 à 5 ans
Matériel de bureau et informatique	2 à 10 ans
Mobilier	5 à 10 ans

Ces taux d'amortissement correspondent aux taux habituellement admis.

Les immobilisations financées par crédit-bail et en locations long terme n'ont pas été retraitées compte tenu des montants relativement faibles de ses contrats.

7.2. Immobilisations financières

Titres de participation

Les titres de participation non consolidés sont inscrits au bilan à leur coût d'acquisition. Cette valeur est comparée en fin de période à la valeur d'usage de ces mêmes titres après prise en compte de la quote-part de capitaux propres correspondant à la participation, des perspectives de rentabilité, de la position sur le marché et, le cas échéant, de leur valeur en bourse.

Autres immobilisations financières

Elles comprennent principalement des prêts, cautionnements et autres créances, ainsi que des titres de participation non consolidés. Une dépréciation est constituée si leur valeur d'utilité pour le Groupe devient inférieure à leur valeur comptable.

7.3. Créances clients et autres créances

Les créances et dettes ont été évaluées à leur valeur nominale.
Une provision est constatée lorsque la valeur d'inventaire des créances est inférieure à la valeur comptable.

7.4. Reconnaissance du revenu et provisions pour pertes à terminaison

Pour les revenus et les résultats relatifs aux contrats de prestations de services négociés au forfait, le Groupe applique la méthode du pourcentage d'avancement en application des principes généraux de reconnaissance des revenus.

La détermination du pourcentage d'avancement et des revenus à comptabiliser repose sur de nombreuses estimations fondées sur le suivi des coûts ainsi que sur l'expérience acquise. Des ajustements des estimations initiales peuvent cependant intervenir tout au long de la vie du contrat et peuvent avoir des effets significatifs sur les résultats futurs.

Par ailleurs, des provisions sont comptabilisées notamment au titre des pertes à terminaison encourues en cas de non-respect des engagements contractuels au titre des contrats de prestations de services. Ces provisions sont calculées sur notre meilleure estimation fondée sur l'expérience acquise. Ces provisions et leur variation sont comptabilisées en coût des ventes dans le cadre de la comptabilisation des résultats à l'avancement.

Le montant des coûts qui seront réellement supportés peut différer sensiblement des montants initialement provisionnés et pourra donc avoir un effet significatif sur les résultats futurs.

Le chiffre d'affaires est égal à l'ensemble des produits des activités courantes des sociétés intégrées.

Prestations de services, Contrats à long terme

Prestations en régie :

Le chiffre d'affaires des prestations en régie est reconnu au fur et à mesure de la réalisation des prestations.

Prestations en mode projet :

Les produits afférents aux prestations de services dans le cadre de contrats à long terme sont enregistrés en fonction de l'avancement de la prestation. L'avancement est évalué sur la base des travaux exécutés à la date de clôture.

Les revenus ne sont pas comptabilisés lorsqu'il subsiste une incertitude significative quant au recouvrement du prix de la prestation.

Autres prestations :

Les autres prestations de services sont comptabilisées lors de la réalisation.

7.5. Impôts différés

Le Groupe constate les impôts différés selon la méthode du report variable sur les différences entre valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs du bilan. Les impôts différés, comptabilisés au taux d'impôt applicable à la date d'arrêté des comptes, sont ajustés pour tenir compte de l'incidence des changements de la législation fiscale française et des taux d'imposition en vigueur.

Des impôts différés actif sont constatés au titre des différences temporelles déductibles, des pertes fiscales et des reports déficitaires. Un actif d'impôt différé afférant à des reports déficitaires est constaté lorsqu'il est probable que l'entité fiscale concernée pourra les récupérer grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu.

Les impôts différés sont inscrits à l'actif ou au passif en position nette par entité fiscale.

7.6. Provisions pour risques et charges

Des provisions sont constituées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation de la société à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire, contractuel ou découler des pratiques de la société.

L'estimation du montant des provisions correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que la société devra supporter pour éteindre son obligation.

7.7. Engagements de retraite

La convention collective prévoit un droit à indemnité de fin de carrière pour le personnel ayant cinq années d'ancienneté révolues.

Une provision est constituée depuis 2015 sur un seul contexte d'infogérance spécifique dont les contrats de travail des salariés ont été transférés dans le cadre d'un accord soumis à l'Unité Territoriale de la DIRECTTE du Tarn par lequel les contrats de travail ont été repris avec leur ancienneté. Le montant de cette provision constatée dans les comptes est de 203 768 €.

Pour les autres salariés, le groupe ne constitue pas de provision pour indemnités de fin de carrière ou complément de retraite dans ses comptes sociaux.

Cette dette latente n'est pas provisionnée dans les comptes consolidés ; Son estimation, selon la méthode des unités de crédit projetées ou PBO ("Projected Benefit Obligation"), est de 792 000 € au 31 décembre 2016.

7.8. Notion de résultat courant et exceptionnel

Les éléments des activités ordinaires, même exceptionnels par leur fréquence ou leur montant, sont compris dans le résultat courant.

Seuls les éléments ne se rapportant pas aux activités ordinaires de l'entreprise ont été comptabilisés dans le résultat exceptionnel.

7.9. Crédit d'impôts recherche

Au titre de l'exercice 2015, le groupe CONSORT NT a lancé une démarche d'analyse de ses projets susceptibles d'être éligibles à du crédit d'impôt Recherche. Suite à cette analyse, ont été comptabilisés dans les comptes de 2015, dans le poste « subventions d'exploitation », des crédits d'impôt recherche à hauteur de 540 000 € relatifs à des dépenses engagées en 2015 dans le cadre de projets d'innovation. Cette estimation était basée sur les informations disponibles lors de l'arrêté des comptes, la mission d'analyse du périmètre n'étant pas alors terminée.

L'analyse approfondie et étendue à différents projets a permis de réviser cette estimation de 540 000 € à 933 345 €, soit un complément de 393 344 € enregistré dans les produits d'exploitation de l'exercice 2016.

7.10. Informations relatives au Crédit d'impôts pour la compétitivité et l'emploi

Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) accordé par l'Etat a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises à travers notamment des efforts en matière de recherche, d'innovation, de formation et de recrutement.

Le crédit d'impôt correspond pour l'année 2016 à 6 % de notre masse salariale, hors salaires supérieurs à 2,5 fois le SMIC ; ce taux était le même en 2015.

Conformément à la note d'information de l'ANC en date du 28 février 2013, le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) est comptabilisé en diminution des charges de personnel.

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016, le groupe a comptabilisé un CICE de 2.195.098 € en diminution des charges de personnel. Le CICE a permis de réaliser, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016, un certain nombre de dépenses permettant au groupe d'améliorer sa compétitivité et de maintenir une situation financière forte.

7.11. Divers

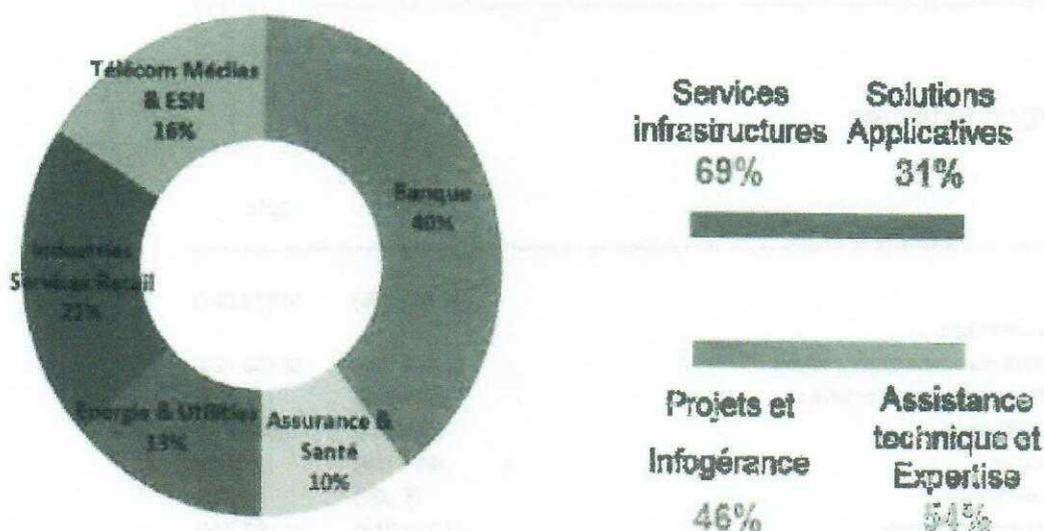
Les autres composantes du bilan et du compte de résultat consolidés sont évaluées et présentées selon les normes comptables généralement admises.

Notes annexes sur les postes du compte de résultat

8. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaire de 2016 est de 124 922 321 € contre 125 192 338 € en 2015 ; il est essentiellement réalisé en France.

L'activité s'articule de la façon suivante :



9. Autres produits d'exploitation

Libellé	2016	2015
Production stockée	58 147	(11 130)
Production immobilisée	530 963	443 542
Subventions d'exploitation	1 694 314	734 807
Rep./Prov. risques & charges d'exploit.	190 428	417 213
Rep./Prov. sur actif circulant	640 595	677 396
Transferts de charges d'exploitation	376 734	585 700
Autres produits	60 868	78 421
Autres produits d'exploitation	3 552 050	2 925 949

Le poste subvention d'exploitation représente majoritairement un crédit d'impôt recherche pour 1663 344 €, dont 1 270 000 € sont imputables à des projets réalisés en 2016 et 393 344 € à des projets réalisés en 2015.

10. Achats consommés

Libellé	2016	2015
Achats de marchandises		
Achats d'études et prestations de services	(8 382 934)	(8 827 491)
Autres achats	(1 046 943)	(869 168)
Achats non stockés de matières et fournitures	(351 544)	(265 242)
Achats consommés	(9 781 421)	(9 961 901)

11. Charges externes

Libellé	2016	2015
Sous-traitance	(4 681 865)	(4 618 681)
Redevances de crédit-bail		
Locations immobilières et charges locatives	(2 352 580)	(2 468 723)
Locations mobilières et charges locatives	(279 155)	(77 812)
Autres services extérieurs	(686 587)	(394 917)
Primes d'assurances	(214 768)	(94 168)
Autres services extérieurs	(6 262)	(8 925)
Personnel détaché et interimaire	(1 294 218)	(1 192 974)
Rémun. d'intermédiaires & honoraires	(1 242 081)	(856 087)
Publicité, publications, relations publiques	(279 927)	(249 588)
Transport	(27 058)	(18 277)
Déplacements, missions et réceptions	(1 729 907)	(1 790 473)
Frais postaux et frais de télécommunications	(82 037)	(117 404)
Frais bancaires	(70 171)	(73 264)
Autres charges externes	(304 458)	(211 201)
Autres charges	(314 479)	(135 959)
Autres charges d'exploitation	(13 565 552)	(12 308 453)

12. Impôts et taxes

Libellé	2016	2015
Impôts et taxes sur rémunérations	(1 644 864)	(1 680 531)
Autres impôts et taxes	(2 558 635)	(2 567 042)
Impôts et taxes	(4 203 499)	(4 247 573)

13. Charges de personnel

Rémunérations du personnel	(65 017 149)	(65 959 991)
Charges de sécurité soc. et de prévoy.	(26 597 912)	(27 082 698)
Crédit d'impôt Compétitivité Emploi	2 195 098	2 210 568
Autres charges de personnel	(868 353)	(826 551)
Charges de personnel	(90 288 316)	(91 658 672)

14. Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions

Libellé	2016	2015
Dot./Amt. & Prov. immo. incorporelles	(335 034)	(401 107)
Dot./Amt. & Prov. immo. corporelles	(557 023)	(306 794)
Dot./Prov. risques & charges d'exploit.	(152 204)	(10 500)
Dot/Prov. pour dép. des actifs circulants	(444 038)	(682 444)
Dotations d'exploitation	(1 488 298)	(1 400 845)

15. Produits financiers

Libellé	2016	2015
Gains de change sur opérations financières	9 397	
Autres produits financiers		4 120
Produits financiers	9 397	4 120

16. Charges financières

Libellé	2016	2015
Charges d'intérêts	(2 555)	(4 605)
Pertes de change sur opérations financières	(9 465)	(574)
Dot/Prov. risques et charges financiers	(6 993)	(1 509)
Charges financières	(19 014)	(6 687)

17. Produits exceptionnels

Libellé	2016	2015
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	19 008	217 501
Produits de cession d'immo. corp.	1 400	4 500
Rep. excep./Prov. pour R&C exceptionnels	13 732	
Produits exceptionnels	34 140	222 001

18. Charges exceptionnelles

Libellé	2016	2015
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	(197 535)	(428 690)
VNC des immo. corp. cédées	2	
Dot. aux prov. pour R&C exceptionnels		(217 501)
Dot. excep./Prov. actif circulant	(19 000)	
Charges exceptionnelles	(216 533)	(646 191)

En 2016, les charges exceptionnelles sur opération de gestion correspondent principalement à des indemnités de départ de salariés considérées comme exceptionnelles de par leur montant individuel et leur caractère non récurrent.

19. Impôts sur les résultats et preuve d'impôts

La preuve d'impôts se décompose comme suit :

Résultat avant amort/prov sur écarts d'acq, impôts	7 273 785
Impôts sur les bénéfices	1 659 489
Impôts différés	21 997
Total de l'impôts	1 681 486
<i>Taux effectif d'impôt</i>	<i>23,12%</i>
Résultat avant amort/prov sur écarts d'acq, impôts	8 955 271
Taux d'impôt de l'entité consolidante	33,33%
Impôt théorique	(2 984 792)
<i>Ecart d'impôts à justifier</i>	<i>(1 303 306)</i>
Différence de taux	(13 066)
Don & Mecenat	40 843
Crédit d'impôts recherche	(554 448)
CICE	(731 699)
Autres déductions & réintégrations	(44 936)
Ecart sur charges d'impôts	(1 303 306)
Ecart résidué	(0)

Notes annexes sur les impôts différés

Libellé	Ouverture	Clôture	Variation du bas de bilan	Ecart de conversion	Autres variations
Impôts différés - actif	191 204	183 951	(15 187)		(4 724)
Impôts différés - passif		14 554	6 811	(192)	(4 724)
Valeur nette d'impôt différé	191 204	189 397	(21 998)	192	
Dont :					
Données sociales					
Fiscalité différée (décalages temporaires)	225 519	208 892	(16 627)		
Fiscalité différée (écritures manuelles)	(20 091)	(39 495)	(5 371)		
Annulation du social pour les MEE					
Valeur nette par catégorie	205 428	169 397	(21 998)		

Notes annexes sur les postes du bilan

20. Détail des écarts d'acquisition (goodwill)

Libellé	Ouverture	Clôture	Entrées de périmètre	Sorties de périmètre	Dotation
Ecart d'acquisition	905 034	905 034			
Amortissements des écarts d'acquisition	(905 034)	(905 034)			
Valeur nette					

21. Immobilisations corporelles et incorporelles

Le détail des valeurs brutes s'établit selon le tableau suivant :

Libellé	Ouverture	Clôture	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Ecart de conversion
Concessions, brevets et droits similaires, brevets, licences	598 172	1 152 176	554 004		
Immobilisations incorporelles en cours	330 053	536 938	206 885		
Immobilisations incorporelles	928 225	1 689 114	760 889		
Constructions	1 483 191	1 483 191			
Autres immobilisations corporelles	3 983 057	4 226 809	250 418	(8 237)	1 570
Avances et acomptes s/immo. corp.					
Immobilisations corporelles	5 466 248	5 709 999	250 418	(8 237)	1 570

Le détail des amortissements s'établit selon le tableau suivant :

Libellé	Ouverture	Clôture	Dotation	Diminution (Cess, Remb.)	Ecart de conversion
Amortissements concessions, brevets & droits similaires	(231 533)	(566 566)	(335 034)		
Immobilisations incorporelles	(231 533)	(566 566)	(335 034)		
Amortissements des constructions	(726 285)	(765 181)	(38 896)		
Amortissements des autres immobilisations corp.	(2 394 239)	(2 905 398)	(518 128)	8 239	(1 270)
Immobilisations corporelles	(3 120 524)	(3 670 679)	(557 024)	8 239	(1 270)

La synthèse des immobilisations incorporelles est la suivante :

Libellé	Brut	Amortissement	Provision	Net
Ouverture	928 225	(231 533)		696 692
Augmentation (Inv,Emp)	760 889			760 889
Dotation		(335 034)		(335 034)
Diminution (Cess, Remb.)				
Reprise				
Clôture	1 689 114	(566 566)		1 122 548

La synthèse des immobilisations corporelles est la suivante :

Libellé	Brut	Amortissement	Provision	Net
Ouverture	5 466 248	(3 120 524)		2 345 724
Augmentation (Inv,Emp)	250 418			250 418
Dotation		(557 024)		(557 024)
Diminution (Cess, Remb.)	(8 237)	8 239		2
Reprise				
Effet de change et réévaluation	1 570	(1 270)		300
Clôture	5 709 999	(3 670 579)		2 039 421

22. Immobilisations financières

Le détail des valeurs brutes s'établit selon le tableau suivant :

Libellé	Ouverture	Clôture	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Ecart de conversion
Prêts	6 417	13 390	6 786		187
Dépôts et cautionnements versés	497 350	476 046	35 179	(56 560)	77
Immobilisations financières	503 768	489 437	41 965	(56 560)	264

Les créances immobilisées se décomposent par nature et par échéance comme suit :

Libellé	Clôture	< 1an	1 << 5 ans	> 5 ans
Prêts	13 390	13 390		
Dépôts et cautionnements versés	476 046			479 046
Créances - Actif immobilisé	489 437	13 390		479 046

23. Stocks et en-cours

Libellé	Brut	Dépréciation	Clôture	Brut	Dépréciation	Ouverture
En-cours de services	77 897		77 897	19 750		19 750
Stocks et en-cours	77 897		77 897	19 750		19 750

24. Clients et comptes rattachés,

Libellé	Brut	Dépréciation	Clôture	Brut	Dépréciation	Ouverture
Avances et acomptes versés sur cdes	46 255		46 255			
Clients et comptes rattachés	31 187 497	(576 692)	30 610 805	42 342 613	(773 250)	41 569 363
Clients et comptes rattachés	31 233 752	(576 692)	30 657 060	42 342 613	(773 250)	41 569 363

Toutes les créances ont une échéance inférieure à 12 mois, à l'exception du poste clients douteux.

25. Créances et comptes de régularisation (en K€)

Libellé	Clôture			Ouverture		
	Brute	Prov	Net	Brute	Prov	Net
Créances sur personnel & org. Sociaux	335		335	455		455
Créances fiscales hors IS	697		697	905		905
Etat, Impôt sur les bénéfices	11		11	11		11
Comptes courants	4 687		4 687	4 235		4 235
Autres créances	174	(26)	148			
Charges constatées d'avance	279		279	83		83
Autres créances	6 183	(26)	6 157	5 689		5 689

Les créances et comptes de régularisation ont une échéance inférieure à 12 mois à l'exception du poste « compte courants » qui est constitué de créances fiscales comptabilisées en compte courant dans le cadre de l'intégration fiscale pour un montant de 3.465 K€ (CICE, CIR ...).

26. Trésorerie nette

Libellé	Ouverture	Clôture
VMP - Equivalents de trésorerie	144	144
Disponibilités	7 607 191	13 444 315
Trésorerie active	7 607 335	13 444 459
Trésorerie passive		
Trésorerie à court terme	7 607 335	13 444 459

27. Variation des capitaux propres consolidés (en k€)

Libellé	Capital	Primes liées au capital	Réserves	Réserves de conversion groupe	Résultat net (Part du groupe)	Capitaux propres (Part du groupe)	Intérêts minoritaires
2014.12	1 761	565	8 107	0	6 724	17 157	70
Affectation du résultat N-1			6 724		(6 724)		
Distribution/ brut versé			(3 962)			(3 962)	
Résultat					6 374	6 374	12
Effet de change				13		13	(18)
2015.12	1 761	565	10 869	13	6 374	19 582	64
Affectation du résultat N-1			6 374		(6 374)		
Distribution/ brut versé			(5 943)			(5 943)	
Résultat					7 216	7 216	58
Effet de change				7		7	
2016.12	1 761	565	11 300	20	7 216	20 862	122

Le capital social est composé de 2.201.225 actions d'un nominal de 0,8 euro, dont 0.54 % reste à la disposition du public sur le Marché Libre de la Bourse de PARIS au 31 décembre 2016.

Les actions sont assorties d'un droit de vote double lorsqu'elles sont détenues depuis au moins deux ans sans interruption.

28. Provisions

Libellé	Ouverture	Clôture	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Autres variations
Provisions pour litiges	433 749	395 513	152 204	(190 428)	(11)	
Autres provisions pour risques		7 118	6 993		125	
Autres provisions pour charges	217 501	203 769		(13 732)		
Impôts différés - passif		14 554			(192)	14 746
Provisions et impôts différés	651 250	620 954	159 197	(204 160)	(79)	14 746

Les provisions pour risque couvrent des risques sociaux (risques prud'homaux, risques divers liés au personnel).

Les provisions pour charge correspondent à des indemnités de fin de carrière pour une population spécifique (cf 7.7).

29. Fournisseurs et comptes rattachés, autres dettes et régularisation

Libellé	Ouverture	Clôture
Dettes fournisseurs	5 389 741	3 931 657
Fournisseurs et comptes rattachés	5 389 741	3 931 657
Dettes sociales	16 813 668	15 488 317
Dettes fiscales (hors IS)	11 704 649	9 699 217
Comptes courants groupe	2 150 705	1 057 241
Autres dettes	1 073 883	1 093 085
Produits constatés d'avance	1 193 089	1 296 914
Autres dettes et comptes de régularisation	32 935 994	28 634 774
Total	38 325 734	32 566 431

Toutes les dettes fournisseurs, sociales et fiscales sont à moins d'un an.

Autres Informations

30. Effectifs

	2016	2015
Effectif salariés moyen	1.787	1.803
Effectif présent à la clôture de l'exercice (1)	1.920	1.902

(1) dont 112 sous-traitants et intérimaires au 31 décembre 2016 contre 132 au 31 décembre 2015.

31. Rémunération des dirigeants

La rémunération totale des organes de Direction (convention de mandat de direction avec la S.A.S Consort NT Holding) s'est élevée, en 2016 à 2 562 332 €.

32. Entreprises liées

Le Groupe est contrôlé par la S.A.S Consort Group à 100%, elle-même détenue par la S.A.S Consort NT GROUP à 100 %. La société mère ultime du Groupe est la S.A.S Consort NT Holding qui détient indirectement 100 % de la S.A CONSORT NT.

Consort NT Holding a été constituée en septembre 2015 et clôture son premier exercice social au 31 décembre 2016 et établi une consolidation légale au 31 décembre 2016.

Les transactions effectuées avec les parties liées sont conclues à des conditions normales du marché.

33. Engagements hors-bilan

Les engagements de retraite déterminés suivant l'hypothèse d'un départ à l'initiative du salarié s'établissent à 792 000 € au 31 décembre 2016.

34. Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des honoraires figurant au compte de résultat consolidé s'élève à

Montant afférents à la certification des comptes : 104 000 €

Honoraires afférents aux autres services :

35. Evénements postérieurs à la clôture

Il ne s'est produit aucun événement significatif depuis le 31 décembre 2016.